ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

Arrêté n° 2131-2004/PS du 14 décembre 2004 autorisant la société Autochoc SARL à exploiter une unité de stockage et de récupération de pièces automobiles commune de Nouméa

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi modifiée n° 99-209 organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 14 du 21 juin 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande présentée le 9 février 1999 par la société Autochoc SARL ;

Vu l'arrêté n° 1150-2002/PS du 6 septembre 2002 portant ouverture d'enquête publique ;

Vu le rapport d'enquête publique en date du 18 novembre 2002 ;

Vu les avis :

- de la direction de l'équipement de la province sud en date du 14 octobre 2002 ;
- de la direction générale des services techniques de la ville de Nouméa en date du 29 octobre 2002 ;
- de la direction du travail en date du 30 octobre 2002 ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées (direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de Nouvelle-Calédonie) ;

L'exploitant entendu,

A r r ê t e :

Art. 1^{er}. - La société Autochoc SARL est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter au 26, de la rue Papin, zone industrielle de Ducos, commune de Nouméa, l'installation suivante, visée à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des activités	Importance	Nomenclature			Soumis aux dispositions
		Rubrique	Seuil	Régime	
Stockage et activité de récupération de déchets de métaux	Sur un terrain d'une superficie de 5.131 m ²	2.722	S 50 m ²	Autorisation	du présent arrêté

Art. 2. - Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités par le demandeur qui, mentionnés ou non dans la nomenclature des installations classées, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Art. 3. - Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être portées par l'exploitant à la connaissance du président de la province sud, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Art. 4. - L'ensemble des installations doit satisfaire à tout moment aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

Art. 5. - La présente autorisation cesse de porter effet si l'exploitation des installations vient à être interrompue pendant deux années consécutives.

Art. 6. - L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet établissement rendrait nécessaire dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que la conservation des sites et des monuments, sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Art. 7. - Tout transfert des installations visées à l'article 1^{er} du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire la déclaration au président de la province sud dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Art. 8. - L'inspecteur des installations classées peut visiter à tout moment les installations de l'exploitant.

Art. 9. - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Art. 10. - La présente autorisation ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Art. 11. - L'exploitant doit se conformer aux prescriptions du code du travail et des textes réglementaires pris pour son application, notamment, la délibération n° 323/CP du 26 février 1999 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et à la fiche de données de sécurité.

Art. 12. - L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais par les moyens appropriés (téléphone, télécopie, courrier électronique...) à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la délibération modifiée n° 14 du 21 juin 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Il fourni à ce dernier, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles prises pour éviter qu'il se reproduise.

Les frais qui résultent d'une pollution accidentelle due à l'installation sont à la charge de l'exploitant, notamment les analyses et la remise en état du milieu naturel.

Art. 13. - Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République pour la province sud,

notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Nouméa où elle peut être consultée ;
- affichée en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de son bénéficiaire.

Pour le président,
et par délégation :
Le secrétaire général,
JEAN-LOUIS DUTEIS

Arrêté n° 2135-2004/PS du 16 décembre 2004 relatif à la suppléance du chef du service de l'enseignement de la direction de l'enseignement de la province sud

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 6-89/APS du 21 juillet 1989, portant création du secrétariat général et des directions de l'administration de la province sud et fixant les missions du secrétaire général ;

Vu l'arrêté n° 48-2000/PS du 28 janvier 2000 relatif à l'organisation de la direction de l'enseignement ;

Vu la délibération modifiée n° 36-2001/APS du 14 novembre 2001 relative au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre territorial et agents affectés à la province sud ;

Vu l'absence en congé annuel du 30 novembre 2004 au 10 décembre 2004 inclus de Mme Maryse Morlet épouse Frarin-La-Michellaz - chef du service de l'enseignement de la direction de l'enseignement ;

Sur proposition de la directrice de l'enseignement,

A r r ê t e :

Art. 1^{er}. - Mme Christel Chaubet épouse Berger, rédacteur du cadre territorial d'administration générale, adjointe au chef du service de l'enseignement, assurera, du 30 novembre 2004 au 10 décembre 2004 inclus, la suppléance du chef du service de l'enseignement de la direction de l'enseignement.

Art. 2. - Durant cette période, Mme Christel Chaubet épouse Berger bénéficiera, à l'exclusion de toute autre prime, de l'indemnité de sujétion prévue pour les chefs de service, égale à 1/12^e de la valeur de 48 points d'indice nouveau majoré de la grille locale des traitements, convertie en monnaie locale et affectée du coefficient de majoration applicable aux fonctionnaires territoriaux.

Art. 3. - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis à M. le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour le président,
et par délégation :
Le secrétaire général,
JEAN-LOUIS DUTEIS

Arrêté n° 2141-2004/PS du 17 décembre 2004 modifiant l'arrêté modifié n° 481-2003/PS du 22 avril 2003 portant désignation d'inspecteurs des installations classées pour la protection de l'environnement dans la province sud

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi n° 99-209 modifiée organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 14 modifiée du 21 juin 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 481-2003/PS modifié du 22 avril 2003 portant désignation d'inspecteurs des installations classées pour la protection de l'environnement dans la province sud ;

Vu la convention du 9 mars 2001 pour l'exécution par le service des mines et de l'énergie d'actions pour le compte de la province sud ;

Sur proposition du directeur des ressources naturelles,

A r r ê t e :

Art. 1^{er}. - La liste des personnes nommées en qualité d'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement dans la province sud figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 481-2003/PS susvisé est modifiée comme suit :

Au paragraphe 1.2,

- *sont retirés de la liste :*

- M. Dominique Delpy, ingénieur, chef de la division industrie, contrôles techniques et de l'environnement du service des mines et de l'énergie,
- M. Franck Connan, technicien supérieur au service des mines et de l'énergie ;

- *est ajoutée à la liste :*

- Mlle Carole Justou, technicien supérieur à la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie.

- *au lieu de lire :*

- “- M. Justin Pilotaz ingénieur des techniques, adjoint au chef de la division industrie, contrôles techniques et de l'environnement du service des mines et de l'industrie ;
- M. Jean-Louis Douyère, technicien au service des mines et de l'énergie ;
- M. Joël Canet, technicien adjoint au service des mines et de l'énergie ;”

- *lire :*

- “- M. Justin Pilotaz ingénieur des techniques, adjoint au chef du service industrie à la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;
- M. Jean-Louis Douyère, technicien supérieur à la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie ;